

INDICE DE PERCEPTION DE LA CORRUPTION

2021



TRANSPARENCY
INTERNATIONAL
the global coalition against corruption

Transparency International est un mouvement mondial avec une seule vision : un monde où il n'existe plus de corruption, ni au niveau des États, ni au niveau des entreprises, ni au niveau de la société civile ou dans la vie quotidienne des gens. Avec plus d'une centaine de sections dans le monde et un secrétariat international basé à Berlin, nous menons la lutte contre la corruption pour faire de cette vision une réalité.

#cpi2021

www.transparency.org/cpi

Image de couverture : Amy Chiniara

Tous les efforts ont été faits pour vérifier l'exactitude des informations contenues dans ce document. Il est considéré qu'elles étaient correctes à la date de janvier 2022. Transparency International ne saurait donc engager sa responsabilité du fait de leur utilisation à d'autres fins que celles ici présentées ou dans d'autres contextes.

ISBN : 978-3-96076-200-3

2022 Transparency International. Sauf indication contraire, cet ouvrage est autorisé en vertu de la licence CC BY-ND 4.0 DE. Citations autorisées. Veuillez contacter Transparency International – copyright@transparency.org – pour toute demande de produits dérivés.



INDICE DE PERCEPTION DE LA CORRUPTION 2021

SOMMAIRE

2-3

Carte et résultats

4-5

Résumé analytique
Recommandations

6-7

Faits à retenir niveau
mondial

8-10

Droits de l'homme et
corruption

11-14

Faits à retenir au
niveau régional

Amériques
Asie-Pacifique
Europe de l'Est
et Asie centrale
Moyen-Orient
et Afrique du Nord
Afrique subsaharienne
Europe occidentale
et Union européenne

15

Méthodologie

16

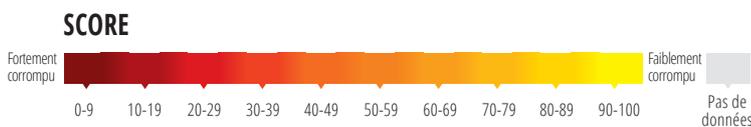
Notes

180 PAYS. 180 SCORES.

COMMENT VOTRE PAYS EST-IL CLASSÉ ?

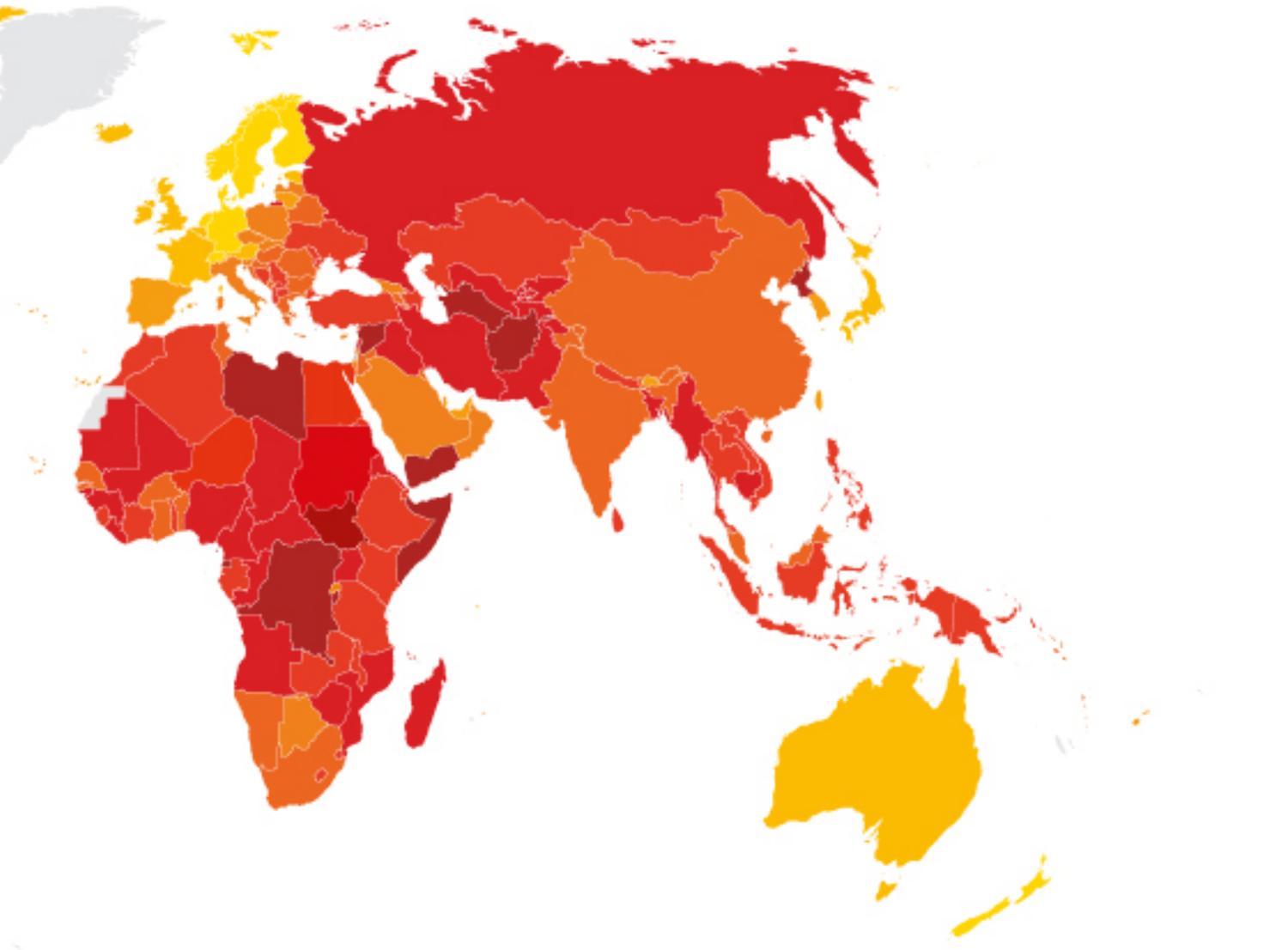


Les niveaux de perception de la corruption dans le secteur public, dans 180 pays/territoires.



SCORE DU PAYS/TERRITOIRE

88	Danemark	69	Émirats arabes unis	55	Dominique	45	Vanuatu
88	Finlande	68	Bhoutan	55	Fidji	44	Jamaïque
88	Nouvelle-Zélande	68	Taiïwan	55	Géorgie	44	Afrique du Sud
85	Norvège	67	Chili	54	Tchéquie	44	Tunisie
85	Singapour	67	États-Unis d'Amérique	54	Malte	43	Ghana
85	Suède	65	Barbade	53	Maurice	43	Hongrie
84	Suisse	64	Bahamas	53	Grenade	43	Koweït
82	Pays-Bas	63	Qatar	53	Chypre	43	Sénégal
81	Luxembourg	62	Corée du Sud	53	Rwanda	43	Îles Salomon
80	Allemagne	62	Portugal	53	Arabie saoudite	42	Bahreïn
78	Royaume-Uni	61	Lituanie	52	Oman	42	Bénin
76	Hong Kong	61	Espagne	52	Slovaquie	42	Burkina Faso
74	Canada	61	Israël	49	Arménie	42	Bulgarie
74	Islande	59	Lettonie	49	Grèce	41	Timor oriental
74	Irlande	59	Saint-Vincent-et-les Grenadines	49	Jordanie	41	Biélorussie
74	Estonie	58	Cap Vert	49	Namibie	41	Trinité-et-Tobago
74	Autriche	58	Costa Rica	48	Malaisie	40	Inde
73	Australie	58	Slovénie	47	Croatie	40	Maldives
73	Belgique	57	Italie	46	Cuba	40	Kosovo
73	Japon	56	Pologne	46	Monténégro	39	Colombie
73	Uruguay	56	Sainte-Lucie	45	Chine	39	Éthiopie
71	France	55	Botswana	45	Roumanie	39	Guyana
70	Seychelles			45	Sao Tomé-et-Principe	39	Maroc



39	Macédoine du Nord	34	El Salvador	29	Libéria	23	Irak
39	Suriname	34	Sierra Leone	29	Mali	23	Zimbabwe
39	Tanzanie	33	Égypte	29	Russie	22	Érythrée
39	Vietnam	33	Népal	28	Mauritanie	21	Congo
38	Argentine	33	Philippines	28	Myanmar	21	Guinée-Bissau
38	Brésil	33	Zambie	28	Pakistan	20	Tchad
38	Indonésie	33	Algérie	28	Ouzbékistan	20	Comores
38	Lesotho	32	Eswatini	27	Cameroun	20	Haïti
38	Serbie	32	Ukraine	27	Kirghizistan	20	Nicaragua
38	Turquie	31	Gabon	27	Ouganda	20	Soudan
37	Gambie	31	Mexique	26	Bangladesh	19	Burundi
37	Kazakhstan	31	Niger	26	Madagascar	19	République démocratique du Congo
37	Sri Lanka	31	Papouasie-Nouvelle-Guinée	26	Mozambique	19	Turkménistan
36	Côte d'Ivoire	30	Azerbaïdjan	25	Guatemala	19	Turkménistan
36	Équateur	30	Bolivie	25	Guinée	17	Guinée équatoriale
36	Moldavie	30	Bolivia	25	Iran	17	Libye
36	Panama	30	Djibouti	25	Tadjikistan	16	Afghanistan
36	Pérou	30	République dominicaine	24	Liban	16	Corée du Nord
35	Albanie	30	Laos	24	Nigeria	16	Yémen
35	Bosnie et Herzégovine	30	Paraguay	24	République centrafricaine	14	Venezuela
35	Malawi	30	Togo	23	Cambodge	13	Somalie
35	Mongolie	30	Kenya	23	Honduras	13	Syrie
35	Thaïlande	29	Angola	23		11	Soudan du Sud

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Deux ans après le début de la pandémie dévastatrice de la COVID-19, l'Indice de perception de la corruption (IPC) 2021 montre que la situation dans ce domaine a stagné dans le monde entier. Malgré les engagements sur le papier, 131 pays n'ont pas fait de progrès significatifs dans la lutte contre la corruption au cours de la dernière décennie et, cette année, 27 pays se situent à des scores historiquement bas dans l'IPC¹. Dans le même temps, les droits de l'homme et la démocratie sont la cible d'attaques partout dans le monde².

Ce n'est pas là une coïncidence. La corruption est un terrain propice à la violation des droits humains³, débouchant sur une spirale vicieuse et plongeante. À mesure que les droits et les libertés s'amenuisent et que la démocratie s'affaiblit⁴, l'autoritarisme s'installe, entraînant des niveaux de corruption encore plus élevés⁵.

L'année qui vient de s'écouler a vu la multiplication d'exemples inquiétants : des défenseurs des droits humains ont été tués⁶, des médias ont été clôturés⁷, des scandales d'espionnage gouvernementaux ont éclaté, tel le projet Pegasus⁸. De plus

en plus, les droits en général et les contrepoids au pouvoir sont minés, non seulement dans les pays où la corruption est systémique et les institutions faibles, mais aussi dans les démocraties établies.

Or le respect des droits de la personne est essentiel pour enrayer la corruption, parce que seuls des citoyens libres de les exercer peuvent agir pour dénoncer les injustices.

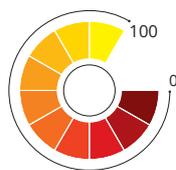
La pandémie mondiale de COVID-19 a également été utilisée comme un prétexte dans de nombreux pays pour restreindre les libertés fondamentales⁹

et passer outre les systèmes de freins et de contrepoids. Et en dépit de la dynamique internationale croissante visant à empêcher le recours abusif aux sociétés-écrans et fictives, de nombreux pays présentant des scores élevés et donc un secteur public relativement « sain » continuent de fermer les yeux sur la corruption transnationale.

Il est urgent d'accélérer la lutte contre la corruption si nous voulons mettre un terme aux violations des droits de l'homme et au déclin démocratique dans le monde entier.

180 PAYS NOTÉS

L'IPC classe **180 pays et territoires** en fonction de leur **niveau perçu** de corruption dans le secteur public, selon l'appréciation de personnes expertes et du monde des affaires.



L'IPC UTILISE UNE ÉCHELLE QUI VA DE 0 À 100

100 étant **très propre** et 0 étant **hautement corrompu**.

2/3 DES PAYS OBTIENNENT UN SCORE INFÉRIEUR À

50/100

LE SCORE MOYEN EST DE

43/100



Dans les contextes autoritaires où le contrôle est aux mains de quelques-uns, les mouvements sociaux restent le seul contrepoids face au pouvoir. C'est le pouvoir détenu collectivement par des gens ordinaires de tous les milieux qui, en définitive, permettra d'assurer que le pouvoir rende des comptes.

Daniel Eriksson

Directeur exécutif, Secrétariat de Transparency International



Photo: Transparency International

Recommandations

Si la corruption est un problème qui revêt de multiples facettes, c'est néanmoins un mal dont nous connaissons les remèdes. Pour mettre fin au cercle vicieux de la corruption, des violations des droits de l'homme et du déclin démocratique, il faut exiger des pouvoirs publics qu'ils agissent dans le but de :



1. GARANTIR LES DROITS NÉCESSAIRES POUR QUE LE POUVOIR SOIT TENU DE RENDRE DES COMPTES

Les gouvernements doivent lever toutes les restrictions disproportionnées aux libertés publiques, imposées depuis le début de la pandémie, notamment la liberté d'expression, d'association et de réunion. Punir les coupables des crimes commis contre les défenseurs des droits de l'homme doit également être une priorité absolue.



3. COMBATTRE LA CORRUPTION TRANSNATIONALE

Les gouvernements des économies avancées doivent corriger les faiblesses systémiques qui permettent à la corruption transfrontalière de s'infiltrer, sans être détectée ni sanctionnée. Ils doivent combler les lacunes juridiques si elles existent, réglementer les professions qui jouent un rôle dans la criminalité financière et veiller à ce que les personnes corrompues et leurs complices ne puissent pas échapper à la justice.



2. RÉTABLIR ET RENFORCER LES CONTRÔLES INSTITUTIONNELS SUR LE POUVOIR

Les organes de contrôle des instances publiques, tels que les organismes de lutte contre la corruption et les autorités supérieures d'audit et de contrôle des comptes doivent être indépendants, dotés des moyens nécessaires et habilités à détecter et à sanctionner les actes répréhensibles. Les parlementaires ainsi que les membres de la fonction judiciaire doivent également être vigilants et agir pour prévenir les abus du pouvoir exécutif.



4. GARANTIR LE DROIT À L'INFORMATION CONCERNANT LES DÉPENSES PUBLIQUES

Dans le cadre de leurs efforts de relèvement post-pandémique, les États doivent tenir leur promesse contenue dans la déclaration politique de juin 2021, adoptée dans le cadre de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies, visant à introduire des mesures de sauvegarde contre la corruption dans les procédures de marchés publics. L'assurance d'une transparence maximale dans les dépenses publiques est un moyen de protéger la vie et les moyens de subsistance.

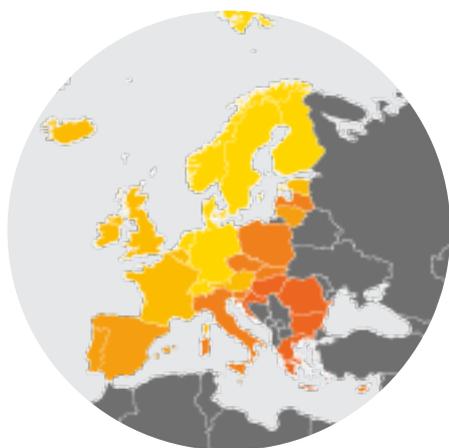
FAITS À RETENIR AU NIVEAU MONDIAL

Les résultats de l'IPC de cette année révèlent que les pays garantissant les libertés civiles et politiques contrôlent généralement mieux la corruption. Le respect des libertés fondamentales – liberté d'association, liberté d'expression – est crucial pour appuyer les efforts en faveur d'un monde où la corruption n'existe plus.

L'indice classe 180 pays et territoires en fonction du niveau de corruption dans le secteur public, tel que perçu par des experts et des gens d'affaires. Il s'appuie sur 13 sources de données indépendantes et utilise une échelle allant de 0 à 100, la note de zéro qualifiant un pays où la corruption est élevée et la note de cent un pays où la corruption est absente.

Plus des deux tiers des pays (68 %) obtiennent un score inférieur à 50, le score global moyen restant inchangé à 43. Depuis 2012, 25 pays ont nettement amélioré leurs scores, mais au cours de la même période, 23 pays ont considérablement régressé¹⁰.

Dans le même temps, le score de plusieurs démocraties qui étaient en tête de l'indice et connues pour leurs efforts de lutte contre la corruption dans le monde s'est détérioré. Bon nombre de ces pays enregistrant des notes élevées restent des havres sûrs pour les personnes corrompues de nationalité étrangère.

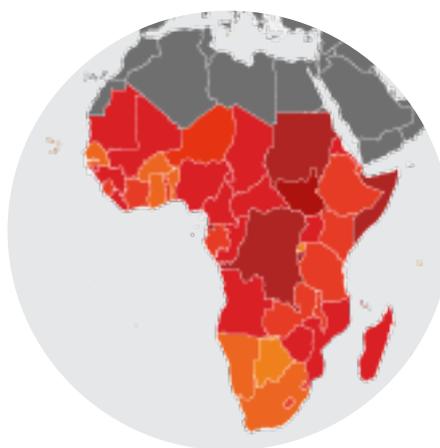


RÉGION ENREGISTRANT LE MEILLEUR SCORE

**EUROPE OCCIDENTALE
ET UNION EUROPÉENNE**

66/100

SCORE MOYEN RÉGIONAL



RÉGION ENREGISTRANT LE SCORE LE PLUS FAIBLE

**AFRIQUE
SUBSAHARIENNE**

33/100

SCORE MOYEN RÉGIONAL

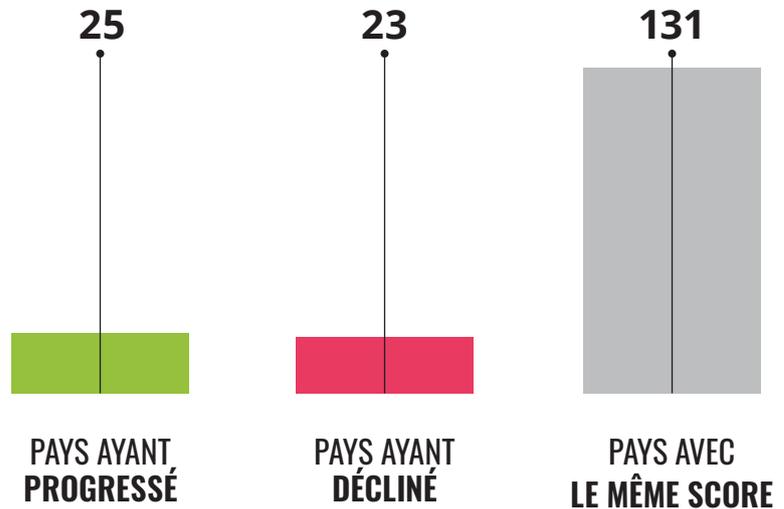
Cette année, les pays les mieux classés sont le Danemark, la Finlande et la Nouvelle- Zélande, chacun avec un score de 88. La Norvège, Singapour, la Suède, la Suisse, les Pays-Bas, le Luxembourg et l'Allemagne complètent la liste des 10 pays en tête.

Le Soudan du Sud, la Syrie et la Somalie restent au bas de l'échelle. Les pays en proie à des conflit armés ou sous un régime autoritaire obtiennent en général les scores les plus bas, entre autres le Venezuela, le Yémen, la Corée du Nord, l'Afghanistan, la Libye, la Guinée équatoriale et le Turkménistan.

Dans l'ensemble, l'IPC révèle que le contrôle de la corruption a stagné ou a empiré dans 86 % des pays au cours de la dernière décennie.

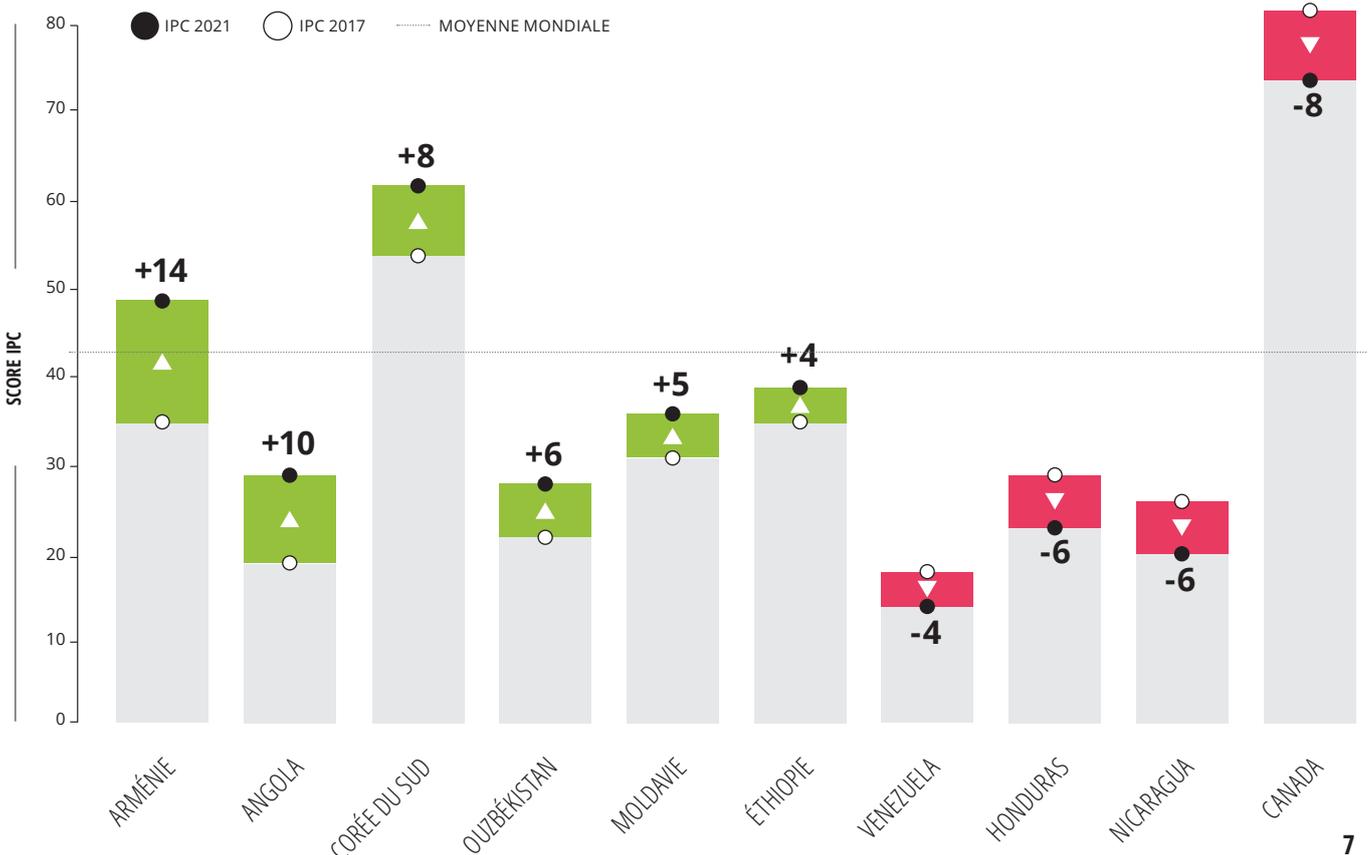
ÉVOLUTION DES SCORES IPC, PÉRIODE 2012-2021

Nombre de pays dont les sources de données sous-jacentes permettent de conclure avec assez de certitude qu'ils ont soit progressé, soit régressé au cours de la période de 2012 à 2021 - les sources données sont disponibles pour 179 pays.



ÉVOLUTIONS LES PLUS SIGNIFICATIVES SUR CINQ ANS

Pays pour lesquels les sources de données consultées permettent de conclure qu'ils ont progressé ou bien au contraire régressé au cours de la période 2017 - 2021. Une liste complète de tous les changements statistiquement significatifs est disponible avec l'ensemble des données IPC 2021.



DROITS DE L'HOMME ET CORRUPTION

L'analyse effectuée par Transparency International démontre que le respect des droits humains est un facteur crucial dans la lutte contre la corruption, les pays violant les libertés civiles obtenant un score plus bas dans l'IPC.

Qu'il s'agisse de la répression des partisans de l'opposition en Biélorussie¹¹ ou de la fermeture des médias¹² et des organisations de la société civile¹³ au Nicaragua, ou encore de la violence meurtrière contre les manifestants au Soudan¹⁴ et le meurtre des défenseurs des droits humains aux Philippines¹⁵, les droits de la personne et la démocratie sont menacés. Depuis 2012, 90 % des pays ont stagné ou ont vu leur score régresser en matière de libertés civiles¹⁶.

La corruption compromet la capacité des États à garantir les droits fondamentaux de leurs citoyens¹⁷, ce qui affecte la prestation des services publics, l'administration de la justice et la sécurité de l'ensemble de la population. En particulier, les actes de corruption graves commis

par des fonctionnaires de haut rang sont une combinaison, en général, de malversations de fonds publics à grande échelle (du « vol transnational ») et de violations flagrantes des droits humains.

Notre analyse montre que de tels mécanismes de corruption – souvent facilités par les économies avancées qui obtiennent de bons résultats dans l'IPC – exacerbent la répression et permettent aux autocrates de :

1. Jouir des fonds spoliés. Par le biais de banquiers, d'avocats et d'agents immobiliers complices dans les grands centres financiers, la classe corrompue peut accumuler ses gains illicites, récompenser ses relations et concentrer davantage son pouvoir.

2. Blanchir leur réputation à l'étranger. En soudoyant les politiciens de pays étrangers et en engageant des sociétés de relations publiques et des lobbyistes occidentaux¹⁸, les régimes autoritaires et kleptocrates parviennent à alléger la pression internationale sur leur bilan en matière de droits humains et de libertés publiques.

3. Échapper à leurs responsabilités. En recourant à des structures ou des sociétés secrètes et en faisant des investissements de manière anonyme, les personnes coupables de ces actes répréhensibles réussissent à les dissimuler aux autorités policières ou judiciaires et à échapper aux conséquences.



Les droits de l'homme ne sont pas simplement un rempart contre la corruption. L'autoritarisme soumet les efforts de lutte contre ce fléau aux caprices d'une élite. Faire en sorte que la société civile et les médias puissent s'exprimer librement et exiger des comptes au pouvoir est la seule voie durable vers une société exempte de corruption.

Delia Ferreira Rubio
Présidente de Transparency International



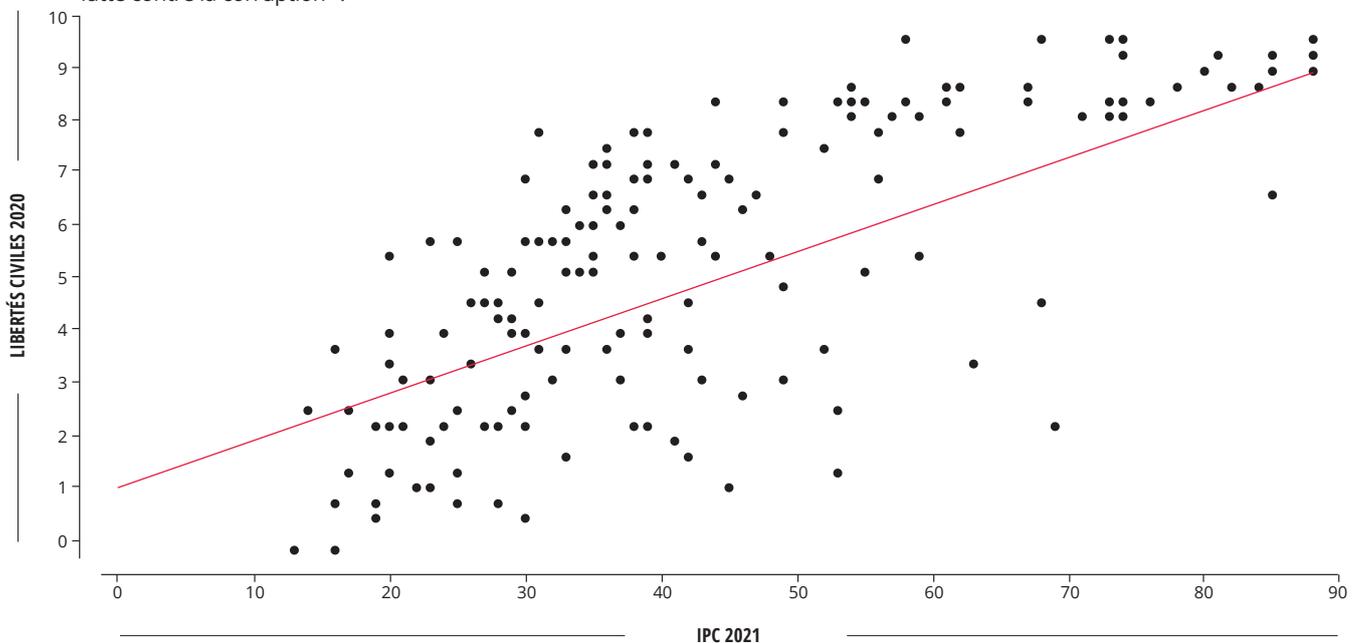
La garantie des droits fondamentaux, dont la liberté d'expression, la liberté de réunion, l'accès à la justice, en permettant la pleine participation du public, maintient la corruption sous surveillance. La vague actuelle d'autoritarisme n'est pas tant due aux coups d'État et aux violences,

qu'aux efforts graduels pour saper la démocratie¹⁹. Tout commence assez souvent par des atteintes aux droits civils et politiques, des actions visant à ébranler l'indépendance des organes de surveillance et chargés des élections, ou à contrôler les médias²⁰.

De telles attaques permettent aux régimes corrompus d'échapper à la critique et d'éviter de rendre des comptes, ce qui laisse le champ libre à la corruption.

CORRUPTION ET VIOLATIONS DES LIBERTÉS CIVILES

Les niveaux de corruption élevés, tels que mesurés par l'IPC, sont intrinsèquement liés aux atteintes aux libertés civiles. Des valeurs aberrantes existent, mais dans la plupart des cas, la relation est causale dans les deux sens : une corruption accrue peut conduire à l'imposition de restrictions aux libertés civiles, tandis qu'une diminution des libertés civiles rend plus difficile la lutte contre la corruption²¹.



Arménie

L'Arménie est un bel exemple de réussite au cours des cinq dernières années : ce pays a amélioré son classement dans l'IPC de 14 points depuis 2017 et son score actuel est de 49. Les manifestations massives de 2018 ont chassé du pouvoir une élite politique bien établie et un gouvernement réformateur a pris sa place²². L'Arménie a depuis accru les libertés civiles, ouvrant la voie à un engagement et à une responsabilité civiques plus durables²³. Mais en dépit des progrès accomplis, le programme de réforme est au point mort depuis l'année dernière et le gouvernement doit le relancer.

Ouzbékistan

L'Ouzbékistan est l'un des pays dont l'amélioration est la plus constante, puisqu'il est passé d'un score très bas de 17 en 2012 à 28 en 2021. Les réformes adoptées depuis 2016 ont contribué à une modeste augmentation des libertés civiles, en particulier de la liberté d'expression²⁴. Cependant, l'Ouzbékistan demeure une autocratie et beaucoup reste à faire pour parvenir à des avancées durables en matière de lutte contre la corruption.

Singapour

Une économie modernisée, une bureaucratie efficace et un solide État de droit contribuent au succès de ce pays. Toutefois, il continue d'être à la traîne en matière de libertés fondamentales (liberté d'expression et d'association²⁵), ce qui signifie que tout succès dans le domaine de la lutte contre la corruption est lié à la volonté politique de l'élite dirigeante et risque donc de ne pas être durable.

Le climat de corruption et d'impunité ne permet pas aux gens de s'exprimer librement et d'exiger plus de justice sans courir de risques. En 2020, 98 % des 331 cas d'homicides contre les défenseurs des droits de l'homme

ont été commis dans des pays où le niveau de corruption dans le secteur public est élevé, comme indiqué par les scores IPC inférieurs à 45 ci-dessous. Une vingtaine au moins de ces crimes ont été commis contre des

activistes travaillant spécifiquement sur le thème de la lutte contre la corruption²⁶.

CORRUPTION ET CRIMES CONTRE LES DÉFENSEURS DES DROITS DE L'HOMME

Les pays fortement corrompus concentrent pratiquement tous les cas de crimes commis contre les défenseurs des droits humains dans le monde. La corruption dans le secteur de la police et de la justice, ainsi que l'impunité, surtout de la criminalité aggravée, contribuent à créer un climat dangereux²⁷.



= 1 défenseur des droits humains assassiné

= pays avec un IPC ≤ 45

= pays avec un IPC > 45

Nicaragua

Le Nicaragua a chuté de 9 points dans l'IPC depuis 2012, et il atteint aujourd'hui un score d'à peine 20. Le président au pouvoir depuis de longues années, Daniel Ortega, a répondu aux allégations de corruption par une répression contre les médias, l'espace civique et les institutions de surveillance. Les scores du Nicaragua en matière de liberté d'expression, de liberté d'association et d'accès à la justice ont chuté à des niveaux historiquement bas²⁸.

Philippines

Avec un score de 33 et une perte de 5 points depuis 2014, les Philippines connaissent un recul significatif. Depuis l'élection de Rodrigo Duterte, ce pays a également connu un net déclin en matière de liberté d'association et d'expression, ce qui complique le débat autour des questions de corruption²⁹. En 2020, avec un total de 25 défenseurs des droits de l'homme assassinés, il enregistre le deuxième score le plus élevé dans ce domaine³⁰.

Azerbaïdjan

L'Azerbaïdjan demeure dans le tiers inférieur de l'IPC depuis 2012, son score oscillant entre 25 et 30. En 2017, l'enquête sur l'affaire des lavomatiques³¹ (« Azerbaijani Laundromat ») a mis au jour de quelle façon une énorme caisse noire d'argent public avait permis de financer le blanchiment de la réputation du régime, par le biais de versements – principalement par l'intermédiaire de la banque Danske – à des politiciens européens, et d'assurer l'arrestation de fervents opposants au régime et de personnalités des médias dans le pays.

FAITS À RETENIR AU NIVEAU RÉGIONAL

S'il est vrai que la corruption emprunte des voies très diverses selon les pays, les résultats de cette année révèlent que, partout dans le monde, la lutte contre la corruption dans le secteur public en est au point mort.

En tête de la liste IPC, les pays d'Europe occidentale et de l'Union européenne (UE) ont du mal à respecter leurs obligations en matière de transparence et de redevabilité, en particulier au niveau de la réponse à la pandémie de COVID-19, ce qui porte atteinte à l'image de marque de la région.

Dans certaines régions de l'Asie-Pacifique, des Amériques, de l'Europe de l'Est et de l'Asie centrale,

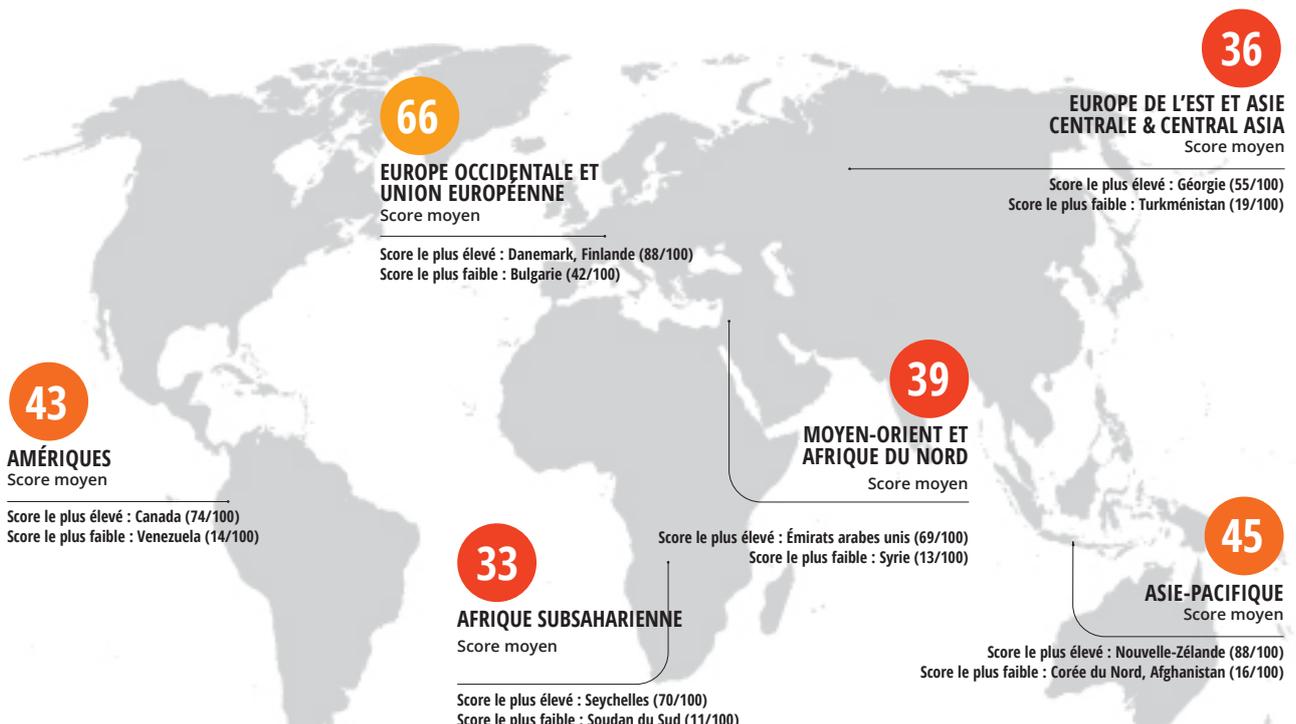
les restrictions croissantes en matière de libertés civiles fondamentales et de mesures relatives à l'obligation de rendre des comptes sont autant d'espace laissé à la corruption, et même les pays historiquement les plus performants montrent des signes de déclin.

Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, les intérêts de quelques puissants continuent de dominer

la sphère politique et privée, et les limites imposées aux libertés civiles et politiques empêchent tout progrès significatif. En Afrique subsaharienne, les conflits armés, les transitions de régime qui se passent dans la violence et la menace terroriste incessante, outre une très mise en oeuvre des engagements contre la corruption, dépouillent les citoyens de leurs droits fondamentaux et de l'accès aux services publics.

RÉSULTATS PAR RÉGION

Scores régionaux moyens, avec les pays mieux classés et les moins bien classés dans chaque région.



AMÉRIQUES

Sans progrès notable, avec un score moyen de 43 sur 100 pour la troisième année consécutive, même les pays les plus performants de la région Amériques montrent des signes d'essoufflement. Et même si les scores les plus faibles correspondent logiquement aux pays non démocratiques – dont beaucoup sont confrontés à des crises humanitaires – les principales démocraties consolidées stagnent également ou bien accusent une baisse.

32

PAYS ÉVALUÉS

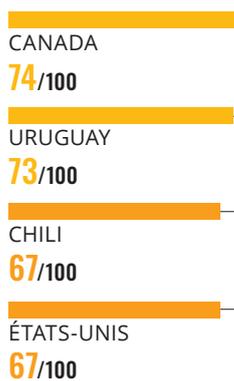
ASIE-PACIFIQUE

Bien que la région Asie-Pacifique ait fait des progrès remarquables dans le contrôle de la petite corruption au cours de la dernière décennie, l'incapacité à s'attaquer à la grande corruption a fait que le score moyen n'a pas bougé. Il reste bloqué à 45 sur 100 pour la troisième année consécutive. De plus, certains pays ont reculé alors qu'ils avaient auparavant progressé dans l'indice, en raison d'atteintes aux libertés mêmes qui, quelques années avant, avaient rendu possible le succès des mouvements de masse contre la corruption dans la région.

31

PAYS ÉVALUÉS

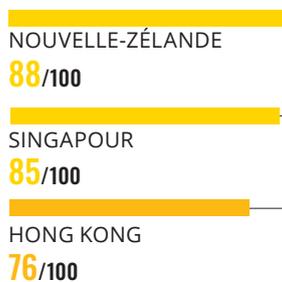
SCORES LES PLUS ÉLEVÉS



SCORES LES PLUS FAIBLES



SCORES LES PLUS ÉLEVÉS



SCORES LES PLUS FAIBLES



EUROPE DE L'EST ET ASIE CENTRALE

Avec un score IPC moyen de seulement 36 sur 100, l'Europe de l'Est et l'Asie centrale forment la deuxième région la moins performante. Certains gouvernements de pays d'Asie centrale, sous couvert de pandémie, ont imposé des limites aux droits et à l'obligation de rendre des comptes, tandis que les régimes populistes d'Europe de l'Est ont sévèrement bridé la liberté d'expression et la liberté de réunion, si essentielles pour dénoncer les faits de corruption.

19

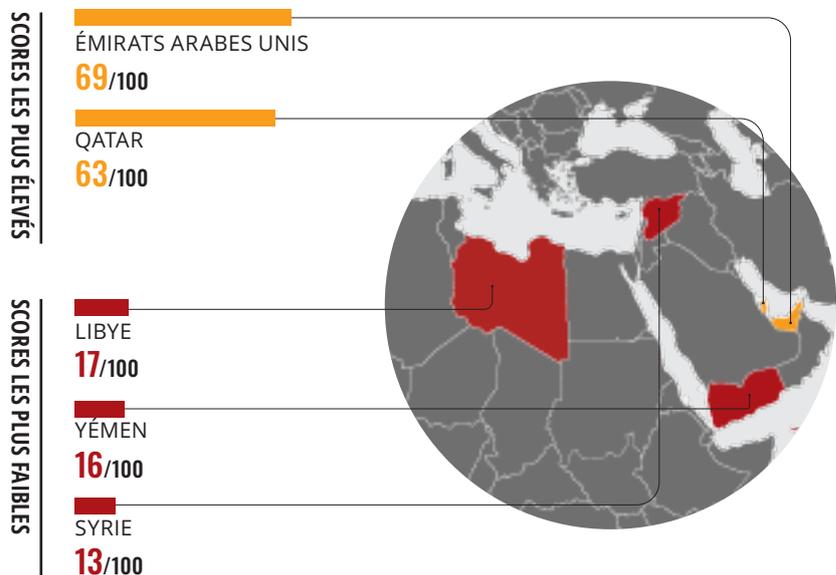
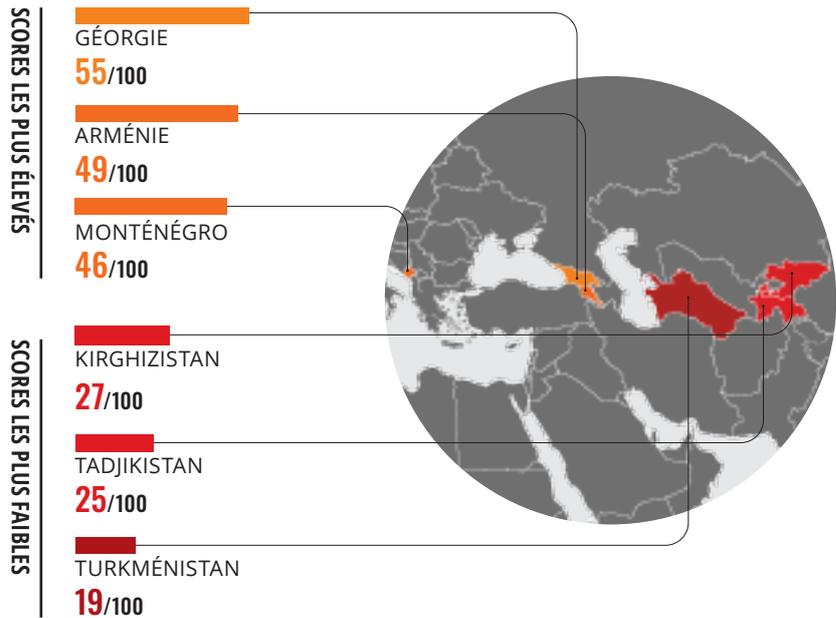
PAYS ÉVALUÉS

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

Avec un score moyen de 39 sur 100 pour la quatrième année consécutive, la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord peine à obtenir des résultats tangibles dans la lutte contre la corruption. Les abus politiques systémiques et les intérêts privés prennent le pas sur le bien commun et la région – déjà dévastée par divers conflits – est le théâtre de violations des droits humains. Elle a été ravagée par la corruption durant la pandémie de COVID-19.

18

PAYS ÉVALUÉS



AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Avec un score moyen de 33 sur 100, l'Afrique subsaharienne ne montre aucune amélioration significative par rapport aux années précédentes. Les avancées réalisées par les pays en tête du classement sont éclipsées par les mauvaises performances de la région dans son ensemble - 44 pays sur 49 obtenant un score encore inférieur à 50. Cela doit obliger les gouvernements africains à mettre en œuvre de manière urgente les engagements qu'ils ont pris en matière de lutte contre la corruption s'ils veulent atténuer l'effet dévastateur de la corruption sur les millions de citoyens qui vivent dans l'extrême pauvreté.

49

PAYS ÉVALUÉS

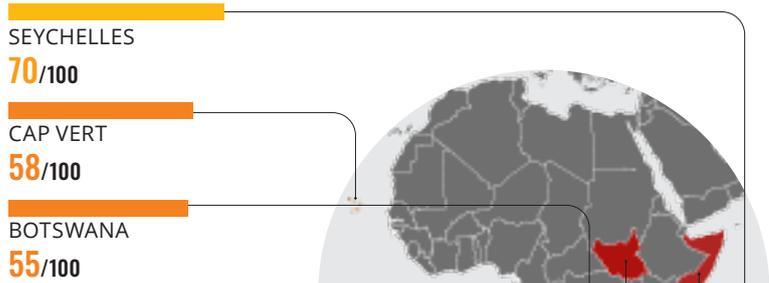
EUROPE OCCIDENTALE ET UNION EUROPÉENNE

Avec un score moyen de 66 sur 100, l'Europe occidentale et l'UE sont toujours en tête de l'IPC, mais les progrès réalisés ces dernières années ont plafonné. La pandémie de COVID-19 a mis une chape sur les efforts de transparence et de redevabilité dans toute la région, aucun pays ne tirant son épingle du jeu, et des signes inquiétants de recul sont notables, même au sein des démocraties les plus performantes de la région.

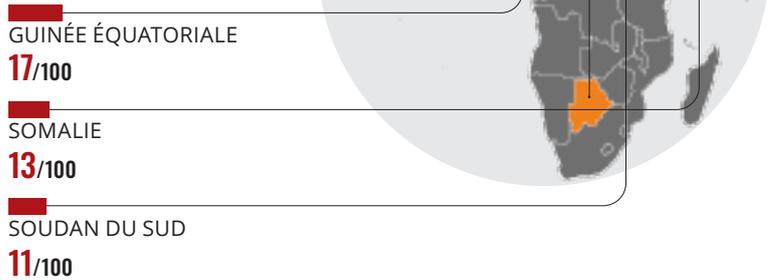
31

PAYS ÉVALUÉS

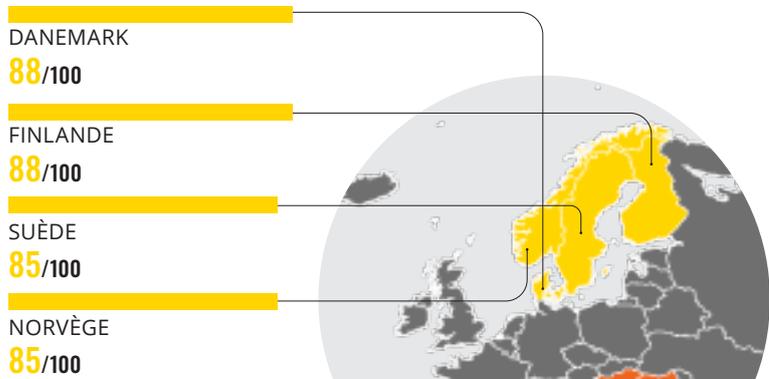
SCORES LES PLUS ÉLEVÉS



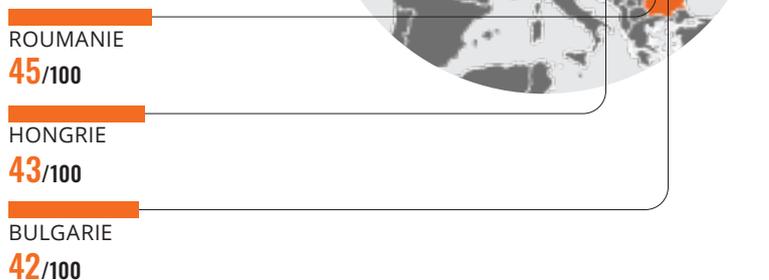
SCORES LES PLUS FAIBLES



SCORES LES PLUS ÉLEVÉS



SCORES LES PLUS FAIBLES



MÉTHODOLOGIE

L'IPC compile des données provenant de différentes sources qui mesurent le niveau de corruption dans le secteur public, tel qu'il est perçu par les experts et les hommes et femmes d'affaires au niveau de chaque pays. Les étapes suivantes servent de base au calcul de l'IPC :

1. Sélection des sources de données.

Chaque source de données utilisée pour établir l'IPC doit satisfaire aux critères suivants pour être considérée comme valable :

- + Elle quantifie les risques ou les perceptions de la corruption dans le secteur public.
- + Elle est basée sur une méthodologie fiable et valide.
- + Elle provient d'une organisation réputée.
- + Elle permet une variation suffisante des scores pour différencier les pays.
- + Elle permet de classer un très grand nombre de pays.

- + Elle ne considère que les avis d'experts ou de gens d'affaires du pays.
- + Elle est mise à jour régulièrement.

L'IPC 2021 est calculé à l'aide de 13 sources de données différentes provenant de 12 institutions qui ont mesuré les perceptions en matière de corruption au cours des deux dernières années.

2. Standardisation des sources de données pour arriver à une échelle de 0 à 100.

Cette échelle est obtenue en soustrayant la moyenne de chaque source correspondant à l'année de référence, de la note de chaque pays, puis en divisant le résultat par l'écart-type de cette source pour l'année de référence. Cette soustraction et cette division, en utilisant les paramètres de l'année de référence, permettent de s'assurer que les scores de l'IPC sont comparables d'une année à l'autre depuis 2012. Après ces opérations, les notes standardisées sont traduites en échelle IPC en les multipliant par la valeur de l'écart-type de l'IPC en 2012 (20) et en ajoutant la moyenne de l'IPC en 2012 (45), de sorte que l'ensemble de données correspond à l'échelle établie de 0 à 100.

3. Calcul de la moyenne. Pour qu'un pays ou un territoire puisse être inclus dans l'IPC, au moins trois sources doivent être disponibles et permettre de l'évaluer. Le score IPC d'un pays est ensuite calculé : c'est la moyenne de tous les scores standardisés disponibles pour ce pays. Ils sont arrondis pour présenter des nombres entiers.

4. Signalement de la marge d'incertitude.

Le score IPC s'accompagne d'une marge d'erreur standard et d'un intervalle de confiance, ce qui permet de saisir les variations entre les sources de données disponibles pour un pays ou un territoire.

NOTES

1 Le score IPC de 2021 pour chacun de ces 27 pays est le score le plus bas obtenu depuis la première année comparable sur la base des données disponibles (2012) : Australie, Belgique, Botswana, Canada, Comores, Chypre, Dominique, Eswatini, Honduras, Hongrie, Israël, Liban, Lesotho, Mongolie, Pays-Bas, Nicaragua, Niger, Nigéria, Philippines, Pologne, Serbie, Slovaquie, Soudan du Sud, Suisse, Thaïlande, Turquie, Venezuela.

2 Freedom House (2021). Freedom in the World 2021: Democracy under Siege. Disponible sur : <https://freedomhouse.org/report/freedom-world/2021/democracy-under-siege>.

3 Transparency International et International Council on Human Rights Policy (2009). Corruption and Human Rights: Making the connection. Disponible sur : https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=1551222.

4 Lührmann, A. et Lindberg, S.

I., Democratization (2019). 'A third wave of autocratization is here: what is new about it?'. Disponible sur : www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/13510347.2019.1582029.

5 Drapalova, E. (2019). 'Corruption and the crisis of democracy',

Transparency International, 7 mars 2019. Disponible sur : <https://knowledgehub.transparency.org/helpdesk/corruption-and-the-crisis-of-democracy>.

6 Lawlor, M. (2020). Dernier avertissement : menaces de mort et assassinat de défenseurs des droits de l'homme : Rapport du Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs des droits de l'homme, Mary Lawlor, Nations Unies. Disponible sur : <https://digitallibrary.un.org/record/3898237?ln=en>.

7 Reporters sans frontières (2021). « Au moins 22 journaux "assassinés" au cours des cinq dernières années ». Disponible sur : <https://rsf.org/en/news/least-22-newspapers-murdered-past-five-years>.

8 Committee to Protect Journalists (2021). 'Pegasus Project revelations show added layer of risk for corruption reporters'. Disponible sur : <https://cpj.org/2021/07/pegasus-project-risk-corruption-reporters>.

9 V-DEM (2021). 'Pandemic backsliding'. Disponible sur : www.v-dem.net/pandem.html.

10 Il s'agit des pays ayant enregistré des progrès ou des reculs statistiquement significatifs, compte tenu d'un intervalle de confiance de 90 %. Même si d'autres pays

peuvent enregistrer des changements d'ampleur similaire, leurs scores montrent des variations substantielles entre les sources sous-jacentes de l'IPC.

11 Euronews (2021). 'Revolt, repression and reprisals: A look back at a year of turmoil in Belarus'. Disponible sur : www.euronews.com/2021/08/09/revolt-repression-and-reprisals-a-look-back-at-a-year-of-turmoil-in-belarus.

12 International Press Institute (2021). 'Nicaragua: Crackdown on independent media escalates ahead of elections'. Disponible sur : <https://ipi.media/nicaragua-crackdown-on-independent-media-escalates-ahead-of-elections>.

13 AP News (2021). 'Nicaragua orders closure of 15 more NGOs'. Disponible sur : <https://apnews.com/article/entertainment-music-caribbean-nicaragua-705301837f2701bfbfd2ecf95fbc6da5>.

14 ONU Info (2021). 'Sudan coup: Human Rights Council hears calls for return to democratic rule'. Disponible sur : <https://news.un.org/en/story/2021/11/1105012>.

15 Human Rights Watch (2020). 'Philippines: Events of 2020'. Disponible sur : www.hrw.org/world-report/2021/country-chapters/philippines.

- 16 Economist Intelligence Unit (2020). Indice de la démocratie 2020. Disponible sur : www.eiu.com/n/campaigns/democracy-index-2020.
- 17 Transparency International et International Council on Human Rights Policy (2009).
- 18 Transparency International Royaume-Uni (2019). At Your Service. Disponible sur : www.transparency.org.uk/publications/at-your-service.
- 19 Lührmann et Lindberg (2019).
- 20 V-DEM (2021). 'Pandemic backsliding'. Disponible sur : www.v-dem.net/pandem.html.
- 21 Les données pour le score en matière de libertés civiles sont tirées de l'Economist Intelligence Unit (2020). Indice de la démocratie 2020. Disponible sur : www.eiu.com/n/campaigns/democracy-index-2020.
- 22 Freedom House (2021). Arménie – profil du pays. Disponible sur : <https://freedomhouse.org/country/armenia>.
- 23 Freedom House (2021).
- 24 Reporters sans frontières (2021). « Ouzbékistan : dégel erratique ». Disponible sur : <https://rsf.org/en/uzbekistan>.
- 25 Amnesty International (2021). Singapour 2020. Disponible sur : www.amnesty.org/en/location/asia-and-the-pacific/south-east-asia-and-the-pacific/singapore/report-singapore.
- 26 Frontline Defenders (2020). Global Analysis 2020. Disponible sur : www.frontlinedefenders.org/sites/default/files/fl_d_global_analysis_2020.pdf.
- 27 Les données sont tirées de Frontline Defenders (2020).
- 28 V-DEM (2021). 'V-DEM Dataset Version 11.1'. www.v-dem.net/vdemds.html.
- 29 V-DEM (2021). 'V-DEM Dataset Version 11.1'. Disponible à l'adresse : www.v-dem.net/vdemds.html.
- 30 Frontline Defenders (2020).
- 31 OCCRP (2017). 'The Azerbaijani Laundromat'. Disponible à l'adresse : www.occrp.org/en/azerbaijanilaundromat.

CRÉEZ LE CHANGEMENT AVEC NOUS

S'ENGAGER

Suivez-nous sur les médias sociaux, partagez vos points de vue et discutez de la corruption avec des personnes se trouvant partout à travers le monde :

**facebook.com/TransparencyInternational/
twitter.com/anticorruption/
linkedin.com/company/transparency-international/
instagram.com/Transparency_International/
youtube.com/user/TransparencyIntl/**

APPRENDRE

Visitez notre site Internet pour en savoir plus sur notre travail dans plus de 100 pays et connaître les dernières nouvelles sur la lutte contre la corruption.

transparency.org

FAIRE UN DON

Votre don nous aidera à soutenir des milliers de victimes de la corruption, à développer de nouveaux outils, à lancer de nouvelles recherches et à inciter les gouvernements et les entreprises à tenir leurs promesses. Nous voulons construire un monde plus équitable et plus juste. Avec votre aide, nous pouvons y arriver.

transparency.org/donate



Transparency International – Secrétariat international
Alt-Moabit 96, 10559 Berlin, Allemagne

Téléphone : +49 30 34 38 200
Fax : +49 30 34 70 39 12

ti@transparency.org
www.transparency.org

Blog : transparency.org/en/blog
Facebook : /transparencyinternational
Twitter : @anticorruption